

VILLE DE ROANNE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 9 novembre 2023

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°5

ADMINISTRATION MUNICIPALE

- Stationnement payant
- Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (R.A.P.O.)
- Année 2023
- Examen

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*
2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 36 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, Mme Catherine DUFOSSE, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, M. Estéban PIAT, M. Christophe PION, Mme Christine CHEVILLARD, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Andrea IACOVELLA

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Mme Vanessa BARBANT

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents ayant donné mandat :

M. Fabien LAMBERT à Mme Jade PETIT, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON à Mme Clotilde ROBIN, M. Bernard GERBOT à M. Franck BEYSSON

Absents sans mandat :

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVN5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023

Affichage : 15/11/2023

M. Edmond BOURGEON, Adjoint, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Ville de Roanne régleme et procède depuis le 1^{er} janvier 2018 au contrôle du stationnement de surface selon le procédé de Forfait Post-Stationnement (F.P.S.).

Le montant maximum du Forfait Post-Stationnement a été fixé à 40 €, ramené à 25 € selon le processus de minoration en cas de paiement de F.P.S. dans les 3 jours suivant l'émission de cette redevance.

Un rapport annuel reprend les critères de traitement des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (R.A.P.O.), ainsi que les recours exercés devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (C.C.S.P.). Les statistiques présentées concernent la période du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023.

Selon les critères du tableau récapitulatif joint à la présente délibération, certaines lignes ne sont pas renseignées car, soit elles ne répondent pas aux motifs formulés par les usagers, soit la ville n'a pas fait le choix de rendre des décisions implicites (absence de réponse à l'utilisateur valant rejet du recours formulé).

Sur les critères non renseignés des décisions de la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (C.C.S.P.), à ce jour aucune décision n'a été rendue par la C.C.S.P. sur une procédure contentieuse portée à la connaissance de l'administration sur la période concernée.

L'article R.2333-120-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'un bilan annuel soit présenté avant le 31 décembre de chaque année devant l'assemblée délibérante.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner les statistiques détaillées portant sur l'acceptation ou le refus des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (R.A.P.O.) présentés par les usagers ;
- approuver le bilan statistique des R.A.P.O. arrêté au 30 septembre 2023.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (R.A.P.O.) exercés suite au contrôle du stationnement payant pour la période du 1^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2023.

ROANNE, le **15 NOV. 2023**

La Secrétaire de séance,

Vanessa BARBANT

Le Maire,

Yves NICOLIN

Président de Roannais Agglomération



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVN5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023
Affichage : 15/11/2023

RECOURS REFUSES

Motifs de contestation	Nombre concernant des usagers résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	Nombre concernant des usagers résidants en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte
Le requérant estime avoir payé / ne pas avoir payé	245	307
Le requérant allègue être de bonne foi (notamment en cas de destruction du véhicule)	0	3
Le requérant dit être victime d'une usurpation de ses plaques d'immatriculation ou du vol de son véhicule	23	30
L'avis de paiement a été délivré avant l'heure indiquée sur le précédent	17	23
Autres	80	103
Recours refusés		
Le requérant n'a pas intérêt à agir	0	0
Le requérant n'a pas envoyé sa demande suivant les modalités indiquées dans l'avis de paiement : manque de pièces administratives	11	37
Le requérant ne produit aucun motif	0	0
Le requérant est hors délai	4	6
FPS réglé	0	0
Motif de rejet du RAPO	0	0
Les éléments produits n'ont pas apporté la conviction de l'autorité en charge du RAPO	4	5
Le Forfait Post Stationnement était fondé	53	68
Autres	43	56

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVNS-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023

Affichage : 15/11/2023

RECOURS ACCEPTES

Motifs d'annulation	Nombre concernant des usagers résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	Nombre concernant des usagers résidants en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte
L'utilisateur avait bien un justificatif de paiement et a payé la durée nécessaire ou dispose d'un abonnement en cours de validité	45	39
L'utilisateur apporte des éléments prouvant l'usurpation de sa plaque d'immatriculation ou du vol de son véhicule	0	3
Une erreur a été commise dans le décompte de la somme due après application du FPS et compte tenu de la somme déjà réglée par l'utilisateur	0	0
L'avis de paiement a été délivré avant l'heure indiquée sur le précédent	0	0
Verbalisation malgré gratuité temporaire (arrêté, carte GIG GIC, Véhicule électrique, médecin,...)	38	45
Avis de paiement comportant des erreurs	2	0
Avis de paiement incomplet ou mal rédigé	11	9
Autres motifs tirés de la bonne foi de l'utilisateur	0	0
Autres	154	198

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVN5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023

Affichage : 15/11/2023

Etats des RAPO du 01 OCTOBRE 2022 au 30 Septembre 2023

RAPO formés par des personnes résidant en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte	2022	2023	Nombre total de RAPO reçus	Délai moyen de traitement en jours	Nombre de décisions explicites	Nombre de décisions implicites	Nombre de RAPO rejetés	Nombre de RAPO admis (avis de paiement annulés ou rectifiés)	Nombre de décision de rejet rendues par la Commission du contentieux du stationnement payant	Nombre de décisions d'annulation rendues par la Commission du contentieux du stationnement payant
RAPO formés par des résidant dans la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte	2022	2023	163	10 jours	163	0	52	111	0	0
	2022	2023	250	10 jours	466	0	172	294	0	0
	2022	2023	365	10 jours	250	0	66	184	0	0
Ensemble des RAPO formés	2022	2023	413	10 jours	466	0	115	250	0	0
	2022	2023	831	10 jours	413	0	118	295	0	0
	2022	2023	831	10 jours	831	0	287	544	0	0

2022	Du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2022 : 10 831 FPS
2023	Du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023 : 23 244 FPS

Exemples :

1 - Acceptés : ticket égaré mais paiement réalisé (rétrocédé à 25 € ou paiement valide), horodateurs ou application hors service, erreur justifiée de saisie d'immatriculation si 1ère fois.

2 - Refusés : prêts et locations de véhicules, cessions de véhicules sans justificatif, cartes CMI sans justificatif valable, FPS déjà réglé (recours impossible), demande d'indulgence "simple".

DECISION IMPLICITE : Le choix de la ville de Roanne s'articule sur le principe de répondre systématiquement à l'utilisateur. Il n'y a donc pas de décision implicite portant sur le fait de ne pas répondre au recours formé par le demandeur et valant motif de rejet (ex : pièce manquante, demande formulée hors délai).

Moyens humains consacrés au traitement des RAPO : 0,50 E.T.P

Moyens financiers consacrés au traitement des RAPO : 20 000€ /an

Du 1^{er} OCTOBRE 2022 au 30 SEPTEMBRE 2023

	NOMBRE total de RAPO reçus	DÉLAI moyen de traitement en jours	NOMBRE de décisions explicites	NOMBRE de décisions implicites	NOMBRE de RAPO rejetés	NOMBRE de RAPO admis (avis de paiement annulés ou rectifiés)	NOMBRE de décisions de rejet rendues par la commission du contentieux du stationnement payant	NOMBRE de décisions d'annulation rendues par la commission du contentieux du stationnement payant
RAPO formés par des personnes résidant en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte	466	10 jours	/	/	172	294	0	0
RAPO formés par des personnes résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	365	10 jours	/	/	115	250	0	0
Ensemble des RAPO formés	831	10 jours	/	/	287	544	0	0

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVN5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023

Affichage : 15/11/2023

6° Analyse des motifs d'irrecevabilité des recours, de rejet des recours ou d'annulation de l'avis de paiement initial. Pour chacun de ces indicateurs, le rapport mentionne le taux d'évolution par rapport à l'année précédente.

MOTIFS DE CONTESTATION	NOMBRE total	NOMBRE concernant des usagers résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	NOMBRE concernant des usagers résidant en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte
Motifs de contestation du forfait post-stationnement			
Le requérant estime avoir payé/ ne pas avoir à payer	552	245	307
Le requérant allègue être de bonne foi (notamment en cas de destruction du véhicule)	3	0	3
Le requérant dit être victime d'une usurpation de ses plaques d'immatriculation ou du vol de son véhicule	53	23	30
L'avis de paiement a été délivré avant l'heure indiquée sur le précédent	40	17	23
Autres	183	80	103
RECOURS REFUSES			
Motifs d'irrecevabilité du RAPO			
Le requérant n'a pas intérêt à agir	0	0	0
Le requérant n'a pas envoyé sa demande suivant les modalités indiquées dans l'avis de paiement	48	11	37
Le requérant ne produit aucun motif	0	0	0
Le requérant est hors délai	10	4	6
Autres			
Motifs de rejet du RAPO			
Les éléments produits n'ont pas emporté la conviction de l'autorité en charge du RAPO	9	4	5
Le forfait post-stationnement était fondé	121	53	68
Autres	99	43	56

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVN5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023

Affichage : 15/11/2023

RECOURS ACCEPTES	NOMBRE total	NOMBRE concernant des usagers résidant dans la commune, l'EPCI, le syndicat mixte	NOMBRE concernant des usagers résidant en dehors de la commune, de l'EPCI, du syndicat mixte
Motifs d'annulation			
L'usager avait bien un justificatif de paiement et a payé la durée nécessaire	84	45	39
L'usager apporte des éléments probants de l'usurpation de sa plaque d'immatriculation ou du vol de son véhicule	3	0	3
Une erreur a été commise dans le décompte de la somme due après application du forfait post-stationnement et compte tenu de la somme déjà réglée par l'usager	0	0	0
L'avis de paiement a été délivré avant l'heure indiquée sur le précédent	0	0	0
Verbalisation malgré gratuité temporaire	83	38	45
Avis de paiement comportant des erreurs	2	2	0
Avis de paiement incomplet ou mal rédigé	20	11	9
Autres motifs tirés de la bonne foi de l'usager			
Autres	352	154	198

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20231109-09NOVN5-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/11/2023

Affichage : 15/11/2023